

# Chemsex : un autre rapport est possible

Christelle Destombes

*Le rapport confié au Pr Amine Benyamina sur le chemsex est sorti dans une relative discrétion le 17 mars, via un communiqué de presse de la DGS, singulier pour un rapport ministériel. Campagne électorale oblige ? Ce rapport, auquel Gilles Pialoux notre rédacteur en chef a participé, a provoqué la colère de certains acteurs associatifs. Rédigé par des médecins majoritairement addictologues, il évoque notamment une diffusion du chemsex hors de la communauté HSH et relègue la participation associative aux annexes.*

En septembre dernier, le ministère de la Santé confiait une mission de trois mois au professeur Amine Benyamina, psychiatre addictologue, sur l'usage de drogue dans le cadre du chemsex, en lien avec la stratégie de santé sexuelle 2021-2024. S'interrogeant sur les conséquences en termes de santé publique des consommations, le ministère demandait de quantifier le phénomène, préciser les produits utilisés, évaluer les dommages somatiques et psychiques liés à la consommation de ces drogues et proposer une stratégie de réduction des risques adaptée et une stratégie de prévention et de prise en charge des patients.

Ce rapport a indisposé certains acteurs communautaires, qui n'ont pas été associés à sa rédaction. Fred Bladou, chargé de mission « nouvelles stratégies de santé » à Aides, résume : « En 2022, faire un rapport sur le chemsex pour le ministère sans intégrer des associations communautaires ou d'usagers, c'est un tour de force magistral, alors que depuis dix ans, c'est nous qui nous tapons le travail ! » Ils ont plaidé pour que l'on prenne en compte leurs contributions, avec plus ou moins de succès... Et n'ont plus eu de nouvelles jusqu'à la parution du rapport, mis en ligne sur le site du ministère de la Santé le 17 mars<sup>1</sup>.

auteur de l'étude *Sea, Sex and Chems*, qui adopte une définition élargie du phénomène : « la consommation de produits psychoactifs en contexte de sexualité, dans laquelle la prise de drogues est réalisée avec une planification et une intentionnalité de sexualité, peu importe le genre ou l'orientation sexuelle ». Quand certaines associations s'attachent à la spécificité gay de la pratique et craignent qu'en s'éloignant de la dimension communautaire, on ne propose plus une réponse adaptée. Les pré-supposés du rapport – un éventuel débordement de la pratique en population générale – nourris par quelques articles alarmistes dans la presse grand public, finissaient de fâcher ces associations.

Est-ce la raison pour laquelle ce rapport est sorti dans l'obscurité ? Personne ne pensait que le ministère de la Santé se hasarde à le publier en période électorale. Le communiqué de presse de la DGS<sup>2</sup> qui « salue le travail effectué par le Pr Benyamina », a créé une relative surprise. D'autant qu'il cite, comme s'inscrivant dans les recommandations du rapport, le projet Arpa Chemsex porté par Aides et la Fédération Addiction, qui n'est pas évoqué par le rapport Benyamina... Arpa (Accompagnement en réseau pluridisciplinaire amélioré), financé par le Fonds de lutte contre les addictions, a pour objectif d'« améliorer l'offre pluridisciplinaire de prévention sexuelle et de réduction des risques en direction des chemsexers ». Il s'agit de mettre en commun une offre de prévention, de réduction des risques, de parcours de soins et d'orientation vers le soin dans ou hors les murs sous la forme de réseaux régionaux. Plusieurs sites pilote sont à l'œuvre en

<sup>1</sup> [https://solidarites-sante.gouv.fr/IMG/pdf/rapport\\_chemsex\\_abenyamina.pdf](https://solidarites-sante.gouv.fr/IMG/pdf/rapport_chemsex_abenyamina.pdf)

<sup>2</sup> <https://solidarites-sante.gouv.fr/actualites/presse/communiqués-de-presse/article/remise-du-rapport-du-pr-amine-benyamina-portant-sur-l-usage-de-droque-dans-le-431615>

## Une définition problématique

Le rapport pose le problème de la définition même du chemsex, avec l'introduction dans ses pages de la thèse de Dorian Cessa (cf. p sq.),

année 1<sup>3</sup>, rejoints par de nouveaux volontaires sélectionnés *via* un appel à candidatures. Débuté à l'automne dernier, ce projet prévu pour une durée de trois ans doit notamment livrer « un guide d'accompagnement à la mise en place d'une offre pluridisciplinaire » et désigner dans chaque région une personne ressource sur le chemsex, pouvant mettre en lien les professionnels de l'addictologie, de la santé sexuelle et mentale et les groupes d'autosupport.

## Peu de recommandations ?

Le rapport donne une large place à la description des substances utilisées dans le chemsex, en décrivant les effets recherchés et les effets adverses. Et il fournit une large analyse de la littérature scientifique. Des recommandations, il en contient peu en dehors des poncifs classiques de tout rapport remis aux autorités : sur la formation, les données, le national, le pilotage, le travail en réseau... Il propose, entre autres, « une cohorte nationale multicentrique de personnes pratiquant le chemsex, pour comprendre les trajectoires de consommations de produits et

de soins/non soins », comme le souhaitent les associations et les chercheurs; d'étudier les interactions entre les psychotropes consommés, les ARV et autres produits ou de mieux former à ces questions les professionnels d'accueil et soignants. Il propose aussi de renforcer l'approche RdR dans la prévention, d'identifier des personnes ressources au sein des réseaux associatifs, médico-sociaux et hospitaliers qui pourraient être soutenus par les ARS.

Mais force est de constater que sur le terrain, certains s'en sont déjà saisis. Espérons qu'ils seront plus aidés à la suite de ce rapport. Ainsi, sans revenir sur la mobilisation des centres de santé sexuelle pionniers comme le 190, qui a ouvert sa première consultation chemsex en 2012, ou les réponses associatives déployées sur le territoire, notons que la mairie de Paris a réuni son premier comité stratégique de prévention et réduction des risques liés au chemsex<sup>4</sup> le 18 mars. La mairie de Paris avait commandé un état des lieux à la Mission métropolitaine de prévention des conduites à risques, qui a mis en évidence des ressources disparates, des réponses partielles assurées par les acteurs de terrain et des difficultés – accès aux soins, manque d'information et de formation des professionnels de santé, des pompiers ou des policiers, manque d'information sur l'offre de soins pour le public et méconnaissance de la RdR... Deux groupes de travail s'attellent, l'un à la communication auprès des HSH et des gays pour sensibiliser aux risques, l'autre à la prise en charge des chemsexers au sens large, des services d'urgence aux psychiatres, en passant par les médecins généralistes, les associations, les Caarud et Csapa, etc. Ils doivent formuler des recommandations opérationnelles en juin prochain.

<sup>3</sup> Le Spot Beaumarchais de Aides, le Kiosque Checkpoint et le Csapa Moneau, à Paris ; le Spot Longchamp, le Csapa villa Floréal en partenariat avec l'Hôpital européen à Marseille ; Aides et le pôle CEID Addictions à Bordeaux <https://www.federationaddiction.fr/arpa-chemsex-un-futur-projet-avec-aides-pour-un-accompagnement-ameliore/>

<sup>4</sup> Acteurs de la santé communautaires et de réduction des risques et des dommages et partenaires institutionnels concernés : AP-HP, ARS, CPAM, GHU Psychiatrie et Neurosciences, Mildeca, Parquet, Préfecture de Police, Ville de Paris

# Recevoir Swaps

Pour recevoir Swaps, merci de remplir le coupon ci-dessous

et de le retourner par mail à [ingrid.delhaye@aphp.fr](mailto:ingrid.delhaye@aphp.fr)

ou par courrier à Swaps / Pistes, 2 rue Conté, 75003 Paris

nom

prénom

profession

organisme

adresse

code postal

ville

tél.

e-mail